

Conseil des ministres - Les suites du G20

(Paris, 12 juillet 2017)

Le ministre de l'économie et des finances a présenté une communication relative aux suites du G20.

À Hambourg, dans un contexte marqué par une accélération de la reprise économique, mais aussi par la persistance de risques importants, au premier rang desquels la menace terroriste, et par l'émergence de divisions quant à l'approche du commerce mondial ou des enjeux comme la lutte contre le changement climatique, le G20 a arrêté plusieurs avancées importantes, en particulier sur les sujets suivants :

- **Terrorisme** : le G20 a décidé de renforcer les outils de lutte contre le financement du terrorisme, notamment le Groupe d'action financière (GAFI). La France a proposé d'attribuer au GAFI, basé à Paris, un statut juridique et la personnalité morale de droit français. Le G20 a par ailleurs décidé de plusieurs mesures permettant de lutter contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, d'accroître le partage d'informations entre services de renseignement et de lutter contre le trafic de biens culturels.

- **Climat** : la France a pris note de la position des États-Unis, en la regrettant. Les autres membres du G20 ont réaffirmé un soutien sans faille à l'Accord de Paris et à sa mise en oeuvre rapide et complète. Ils ont adopté un « Plan d'action de Hambourg sur le climat et l'énergie ». Le Président de la République, en lien avec la Banque Mondiale, a également annoncé qu'un sommet sur le financement du climat serait organisé à Paris le 12 décembre prochain.

- **Commerce international et investissement** : le G20 a décidé de renforcer les règles et mécanismes garantissant davantage d'équité et de réciprocité dans le commerce et en matière d'investissements internationaux. Le G20 a confirmé l'engagement en faveur d'une mondialisation encadrée par des règles.

- **Régulation financière et fiscalité internationale, notamment en matière numérique** : le G20 a confirmé la poursuite du travail de régulation du secteur financier, y compris au-delà du secteur bancaire. Il a souligné la nécessité d'accélérer l'adaptation des modèles économiques, des règles de taxation et des systèmes de formation et de protection sociale à la transformation numérique. La dimension sociale de la mondialisation est par ailleurs renforcée : un accent particulier a été mis sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, notamment en matière de conditions de travail et de rémunération décente.

- **Afrique** : le G20 a mis un accent fort sur l'Afrique, continent d'avenir. C'est un axe majeur d'actions pour la France, qui a fortement contribué à la préparation des différentes décisions prises à Hambourg en faveur du développement et de l'Afrique.

- Le G20 a également pris des décisions ou posé des orientations importantes sur la question des migrations, sur la santé (réponse aux crises sanitaires, lutte contre l'usage immodéré des antibiotiques qui nourrit le phénomène de l'antibiorésistance) et sur la lutte contre la corruption.

Les bases posées à Hambourg demandent à présent un travail important, pour assurer une mise en oeuvre rapide des décisions prises au cours du sommet./.